



## L'Afrique en 2007 : une croissance diversifiée

(d'après l'édition 2007 des *Perspectives économiques en Afrique\**)

par Kenneth G. Ruffing

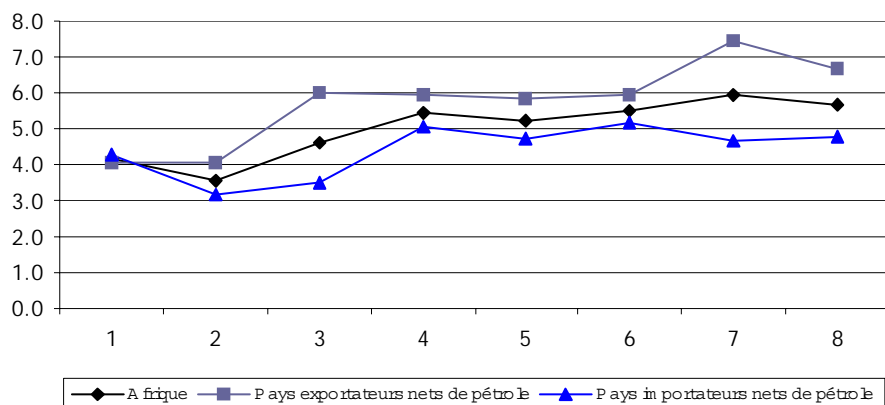
- ◆ Dans les pays exportateurs nets de pétrole, la croissance devrait s'accélérer alors qu'elle marquera légèrement le pas dans les pays importateurs nets, confortant les tendances esquissées dans l'édition 2006 des *Perspectives économiques en Afrique*.
- ◆ En outre, l'inflation va franchir la barre des 10 pour cent dans les pays importateurs de pétrole, qui voient leurs déficits budgétaires se stabiliser.
- ◆ Pourtant, les déficits des comptes courants des mêmes pays se creusent (de 2 pour cent entre 1998 et 2004 à pratiquement 4 pour cent depuis 2005).

L'activité économique a progressé en Afrique de 5.5 pour cent en 2006 – bien au-delà de sa tendance de long terme et ce, pour la quatrième année consécutive. Le PIB par habitant a augmenté de près de 3.5 pour cent. La croissance devrait également s'accélérer en moyenne en 2007 et rester soutenue en 2008.

Le défi consistera à s'assurer qu'une bonne partie des rentrées du secteur des ressources minérales sera investie dans le développement des infrastructures et du capital

humain, afin de répondre aux besoins de diversification à moyen et long termes. Les gains tirés de cette manne éphémère exigent une réorientation rapide des budgets publics. Cette transformation et le maintien de la croissance passent par une transparence accrue et la lutte contre la corruption. La poursuite de politiques macro-économiques saines dans la plupart des pays du continent a renforcé la confiance des entreprises, d'où une reprise généralisée de l'investissement privé.

Figure 1. Le différentiel de croissance entre les pays exportateurs de pétrole et les autres est condamné à se creuser



Source : *Perspectives économiques en Afrique 2006/2007*.

Les pays importateurs de pétrole devront endiguer les pressions inflationnistes – les taux ayant déjà franchi la barre des 10 pour cent sous l'effet de l'envolée des prix du pétrole – et financer ou contenir l'aggravation des déficits des comptes courants.

Parallèlement, les contrastes entre les pays exportateurs de pétrole et les autres devraient se renforcer. Si l'on attend une croissance moyenne du PIB réel sur le continent de 5.9 pour cent en 2007, l'écart entre les deux groupes de pays est plus marqué, à respectivement 7.4 et 4.7 pour cent. Les projections pour 2008 tablent sur un léger ralentissement de la croissance dans les pays exportateurs

de pétrole et sur un taux pratiquement équivalent à celui de 2007 dans les pays importateurs.

Les gains économiques des pays producteurs de pétrole s'expliquent en grande partie par l'augmentation de la production et le maintien de cours élevés. Les nouveaux pays producteurs (Guinée équatoriale, Mauritanie et Tchad) et les pays ayant mis en exploitation de nouveaux champs pétrolifères (comme l'Angola, dont la production a plus que doublé depuis 1990, pour atteindre 1.4 million de barils/jour en 2006) ont su exploiter judicieusement l'explosion de la demande mondiale. La manne financière qu'ils en retirent pourrait bien les propulser sur la voie du développement.

Les pays importateurs de pétrole ne s'en sortent pas si mal. Pour les producteurs de métaux, l'augmentation des cours mondiaux et, dans une moindre mesure, des volumes d'exportation a été profitable. L'Afrique du Sud, le Mozambique, la Namibie et la Zambie ont tous réussi à compenser l'envolée des prix du pétrole par leurs exportations d'aluminium, d'acier, de cuivre et de platine.

Malgré un repli des cours agricoles, qui a lourdement pénalisé les pays tributaires de ces exportations, l'année 2006 a été meilleure que prévu. Les pays exportateurs de caoutchouc, de café et de crustacés ont pu, grâce aux bons prix obtenus, conforter leurs balances commerciales. En dépit de la faiblesse des cours internationaux (de coton notamment), certains pays producteurs ont su tirer parti d'une météorologie favorable pour relancer sensiblement leurs exportations quand d'autres – en Afrique centrale et orientale (Madagascar, Rwanda et Tanzanie) et en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Ghana et Mali) ont également vu leurs exportations augmenter. D'autres pays aux exportations plus diversifiées (Égypte, Maurice et Maroc) ont eux aussi enregistré une forte croissance en volume.

Bienvenue pour les pays exportateurs de pétrole, la bonne tenue des prix de l'énergie rend délicat le contrôle de l'inflation : l'inflation continentale a augmenté en 2006, pour s'établir à 9.1 pour cent. Cette valeur masque d'importants écarts entre les pays exportateurs nets de pétrole et les pays importateurs nets. Pour ces derniers, l'inflation a augmenté, passant de 8.4 pour cent en 2005 à 12 pour cent en 2006. L'inflation devrait encore s'aggraver en 2007 et 2008, à respectivement 12.7 et 12.9 pour cent. Pourtant, quatre pays seulement (Angola, Guinée-Bissau, république démocratique du Congo et Zimbabwe) ont connu un taux d'inflation supérieur ou égal à 20 pour cent en 2005 ; ils étaient encore quatre dans ce cas en 2006 (Guinée-Bissau, RDC, São Tomé et Príncipe et Zimbabwe).

Les cours du pétrole – qui devraient rester soutenus – font courir aux pays importateurs nets du continent un gros risque à moyen terme et pourraient bien, si le financement de déficits des comptes courants qui se creusent conduit à nouveau à des taux d'endettement insoutenables, saper les efforts de maintien de la stabilité macro-économique. Cette situation, qui presse les budgets publics, rend par ailleurs la lutte contre la pauvreté encore plus difficile.

Les pays africains doivent arriver à mieux gérer leurs ressources pour réaliser les objectifs clés que sont la lutte contre la pauvreté et le relèvement du niveau de vie de leurs populations. C'est vrai pour les pays exportateurs de pétrole comme pour les pays importateurs. En restant passifs face à la corruption et aux inefficacités, les premiers risquent de gaspiller leurs ressources. Quant aux seconds, confrontés à la volatilité des prix mondiaux, ils doivent réussir à introduire des politiques de soutien et de diversification de leur économie.

\* Publication conjointe de la Banque africaine de développement et du Centre de développement de l'OCDE, avec le soutien financier de la Commission européenne

[www.oecd.org/dev/aeo](http://www.oecd.org/dev/aeo)



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : [www.oecd.org/dev](http://www.oecd.org/dev)

Centre de développement de l'OCDE  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France  
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00  
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49  
mél : [dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org)